



RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 02173

Numéro SIREN : 512 330 705

Nom ou dénomination : 3 A

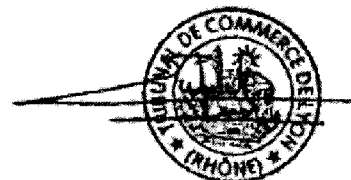
Ce dépôt a été enregistré le 07/09/2017 sous le numéro de dépôt A2017/024773



4916240

Dénomination : 3 A
Adresse : 172 avenue Franklin Roosevelt 69500 Bron -FRANCE-
n° de gestion : 2009B02173
n° d'identification : 512 330 705
n° de dépôt : A2017/024773
Date du dépôt : 07/09/2017

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
du 27/05/2017



4916240

DENOMINATION SOCIALE BGA@A
FORME JURIDIQUE..... Société à Responsabilité Limitée
CAPITAL SOCIAL..... 8.000,00 Euros
SIEGE SOCIAL 129 rue des Charmettes – 69006 LYON
IMMATRICULATION RCS Lyon B. 512.330.705

Ext 4628

DELIBERE

**PROCES VERBAL DE LA DELIBERATION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
Du Vendredi 26 Mai 2017**

Enregistré à : S.I.E. LYON BERTHELOT
Le 05/07/2017 Bordereau n°2017/799 Case n°36
Enregistrement : 375 € Pénalités :
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
La Contrôleuse des finances publiques

Françoise ALTOBELLI

L'an deux mille dix sept,
et le vingt six mai à 17 Heures

Les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur GRELAIT Olivier, gérant, non ass

Les noms et prénoms des associés présents ou représentés, avec indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, sont mentionnés sur la feuille de présence, émargée par les membres de l'assemblée lors de leur entrée en séance et qui permet de constater que les associés présents ou représentés forment une majorité et nombre des associés possédant les trois quarts ou moins des parts composant le capital social.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Modification de la dénomination sociale
- Transfert du siège social
- Adjonction d'une activité complémentaire
- Augmentation du capital social
- Démission du gérant
- Transformation de la forme juridique SARL en SAS
- Nomination d'un nouveau président
- Modification corrélative des statuts sociaux

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- la notification de la modification de la dénomination sociale
- la notification du transfert du siège social
- la notification de l'adjonction d'une activité complémentaire
- la notification de l'augmentation du capital social
- la notification de la démission du gérant
- la notification de la transformation de la forme juridique
- la notification de la nomination d'un nouveau président
- un exemplaire mis à jour des statuts
- le texte des résolutions proposées au vote de l'assemblée.

Monsieur Le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées entre les membres de l'assemblée et personne ne demandant plus parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance des dispositions légales et statutaires relatives aux convocations des membres d'une société à responsabilité limitée en assemblée générale extraordinaire et des prescriptions relatives aux différentes modifications dont :

- Modification de la dénomination sociale
- Transfert du siège social
- Adjonction d'une activité complémentaire
- Augmentation du capital social
- Démission du gérant
- Transformation de la forme juridique SARL en SAS
- Nomination d'un nouveau président
- Modification corrélative des statuts sociaux

d'une société à responsabilité limitée, déclare accepter sans réserve la convocation à la présente assemblée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, sur proposition de la gérance et connaissance prise du projet de la transformation de la dénomination sociale, décide d'autoriser cette transformation.

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 2 des statuts relatif à la dénomination sociale qui sera désormais rédigée ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est : « **3A** »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, sur proposition de la gérance et connaissance prise du projet du transfert du siège social, décide d'autoriser cette modification avec effet au 1^{er} juin 2017.

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 4 des statuts relatif au siège social qui sera désormais rédigé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé « **172 avenue Franklin Roosevelt – 69500 BRON** ».

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, sur proposition de la gérance et connaissance prise du projet d'adjonction d'une activité complémentaire décide d'autoriser cette modification avec effet immédiat.

L'activité complémentaire est :

- Achat, vente et locations de matériel pour l'aéronautique

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 6 des statuts relatif à l'objet social qui sera désormais rédigé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 6 - OBJET

- Organisation, Gestion, Audit, Management d'entreprises
- Achat, Vente et Commercialisation de Produits et Matériels Informatiques
- Formation
- Achat, vente et locations de matériel pour l'aéronautique

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Augmentation numéraire

L'assemblée générale extraordinaire, sur proposition de la gérance et connaissance prise du projet d'augmentation du capital social, décide d'autoriser cette augmentation par la création de 4500 parts sociales nouvelles, de 16,00 Euros, soit un total de 72.000,00 Euros, entièrement libérées.

Cette augmentation est souscrite par :

- **Monsieur AOUADI Abdelkrim,**
domicilié « 23 Rue Jean de la Bruyère – 689680 CHASSIEU »
4500 parts sociales de 16,00 Euros, ci 72.000,00

Augmentation par incorporation de réserves

L'assemblée générale extraordinaire, sur proposition de la gérance et connaissance prise du projet d'augmentation du capital social, décide d'autoriser cette augmentation par incorporation de réserves d'un montant de 44.000,00 Euros, portant le capital à 124.000,00 Euros composé de 5000 parts sociales de 24,80 Euros, sans création de parts nouvelles mais par l'augmentation de la valeur unitaire de chaque part.

Article 8 - CAPITAL – ACTIONS

⇒ **Le capital social est désormais fixé à la somme de cent vingt quatre mille euros (124.000,00) représentant les apports effectués et est divisé en 5000 actions de 24,80 Euros chacune, numérotées de 1 à 5000 attribuées aux associés dans les proportions et en rémunérations de leurs apports respectifs, à savoir :**

- **Monsieur AOUADI Karim, à concurrence**

250 actions numérotées de 1 à 250, ci 250
représentant son apport de 250 actions de 24,80 Euros (5 %)
soit six mille deux cent euros, ci 6.200,00

• **Mademoiselle AOUADI Samia, à concurrence**

250 actions numérotées de 251 à 500, ci..... 250
représentant son apport de 250 actions de 24,80 Euros (5 %)
soit six mille deux cent euros, ci **6.200,00**

• **Monsieur AOUADI Abdelkrim, à concurrence**

4500 actions numérotées de 501 à 5000, ci..... 4500
représentant son apport de 4500 actions de 24,80 Euros (90 %)
soit cent seize mille euros, ci **116.000,00**

~~116.000,00~~
111.600,00


Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire décide d'accepter la démission de **Monsieur GRELAIT Olivier** pour convenances personnelles.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, sur proposition de la gérance et connaissance prise du projet de la transformation de la SARL sous forme de SAS, décide d'autoriser cette transformation.

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 1 des statuts relatif à la forme juridique qui sera désormais rédigée ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1 – FORME JURIDIQUE

La société est une Société par Actions Simplifiée (SAS), régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire décide d'accepter la nomination en qualité de nouveau président :

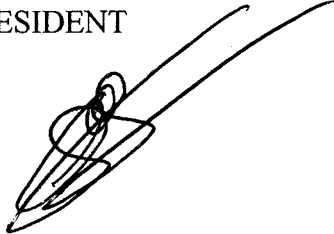
Nom..... Monsieur AOUADI Abdelkrim
Domicile..... 23 Rue Jean de la Bruyère – 69680 CHASSIEU
Date et lieu de naissance..... 15/02/1948 à Annaba (Algérie)

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

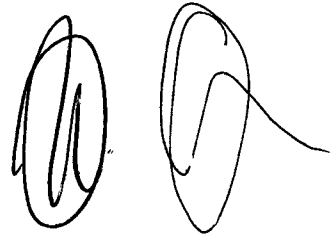
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été établi le présent procès verbal signé par le président et les associés présents.

LE PRESIDENT

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

LES ASSOCIES

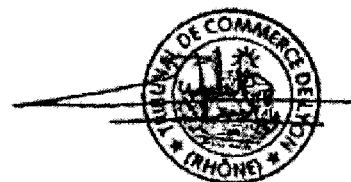
Two handwritten signatures in black ink. The first is a circular, looped signature. The second is a more elongated, oval-shaped signature with a long horizontal stroke extending to the right.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **LYON**



4916241

Dénomination : 3 A
Adresse : 172 avenue Franklin Roosevelt 69500 Bron -FRANCE-
n° de gestion : 2009B02173
n° d'identification : 512 330 705
n° de dépôt : A2017/024773
Date du dépôt : 07/09/2017
Pièce : Rapport du commissaire à la transformation du
29/11/2016



4916241

B.G.A.A

Société à Responsabilité Limitée

8.000,00 Euros

129 rue des Charmettes – 69006 LYON

RCS Lyon B. 512.330.705

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA
TRANSFORMATION
ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA
TRANSFORMATION DE LA SOCIETE
SARL B.G.A.A en SAS**

**Assemblée générale extraordinaire
Du Lundi 13 Novembre 2016**

Jean-Paul GROLLEMUND

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie des commissaires aux comptes de Lyon

19 rue Bossuet – 69006 LYON

06.61.86.30.50

Mail : JPgrol@live.fr

J P

Messieurs Les associés,

En notre qualité, d'une part, de commissaire aux comptes désigné en application des dispositions de l'article L. 223-43 du code de commerce et, d'autre part, de commissaire à la transformation désigné en application des dispositions de l'article L. 224-3 du même code par décision des associés en date du Lundi 13 Novembre 2016, nous avons établi le présent rapport afin :

- de vous présenter notre analyse de la situation de votre société ;
- de faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et, le cas échéant, sur les avantages particuliers stipulés et de nous prononcer, en application des dispositions de l'article R. 224-3 du code de commerce, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

Mission du commissaire aux comptes sur la situation de la société (Art L223-43)

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à analyser la situation de la société au regard des caractéristiques financières et d'exploitation. La synthèse de cette analyse est la suivante :

Votre société est immatriculée au Greffe du tribunal de commerce de Lyon depuis le 11 Mai 2009. Votre société capitalise plus de 7 années d'activité. Le fonds de commerce a été créé et en décembre 2010, vous avez fait l'acquisition d'un fonds de commerce pour une valeur de 78000 Euros que vous avez amorti en 2015, conformément à la directive comptable de juin 2013 qui vous permettait cette application dès 2011 si vous le souhaitiez. Cette approche nous paraît cohérente.

Les perspectives de restructuration après cette période d'activité et l'éventualité de partenariats futurs à l'international motivent le changement de forme juridique. Vos derniers comptes au 31/12/2015 ont été établis le 1^{er} juin 2016. Le chiffre d'affaires annuel moyen des deux derniers exercices est de 89690 euros avec un résultat net bénéficiaire moyen sur ces deux derniers exercices de 26581 euros. Donc, le niveau de l'exploitation est globalement en progression. Compte tenu de l'antériorité de la société, les réserves antérieures disponibles sont supérieures au capital social. Votre situation au 30 octobre 2016 confirme notre position.

Vos perspectives dépendent de la restructuration et des projections et évolutions futures. Les actifs cycliques paraissent en adéquation avec l'exploitation. Le matériel acquis et son amortissement paraissent cohérents au regard de l'ancienneté de la société. Les autres actifs et votre prévision paraissent cohérents avec l'exploitation.

J P

Les créances à l'actif au 31/12/2015 ont été apurées de manière significative les premiers mois de 2016.
La trésorerie disponible semble suffisante pour le cycle d'exploitation.

Nous n'avons pas d'observations sur la valeur des biens composant l'actif et le passif social.

Mission du commissaire à la transformation (Art L224-3)

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté :

- à contrôler par sondages les éléments constitutifs du patrimoine de la société en terme d'existence, d'appartenance et d'évaluation ;
- à vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la date de clôture du dernier exercice au 31/12/2015, le montant des capitaux propres déterminé selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des derniers comptes annuels ou de la situation comptable, est au moins égal au montant du capital social.
- elles n'ont pas consisté à analyser d'avantages particuliers car il n'en a pas été stipulé.

Nous sommes d'avis que les capitaux propres sont supérieurs au capital social.

Lyon, le 29 Novembre 2016



Jean Paul GROLLEMUND

Commissaire aux comptes et à la transformation

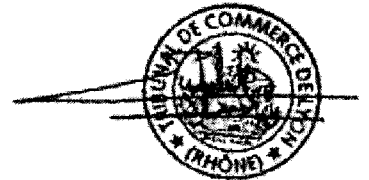
GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE 2473
LYON



4916239

Dénomination : 3 A
Adresse : 172 avenue Franklin Roosevelt 69500 Bron -FRANCE-
n° de gestion : 2009B02173
n° d'identification : 512 330 705
n° de dépôt : A2017/024773
Date du dépôt : 07/09/2017

Pièce : Statuts mis à jour du 27/05/2017



4916239

DENOMINATION SOCIALE..... 3 A
FORME JURIDIQUE Société par Actions simplifiée
CAPITAL SOCIAL..... 124.000,00 Euros
SIEGE SOCIAL..... 172 Avenue Franklin Roosevelt – 69500 BRON
IMMATRICULATION..... RCS Lyon B 512 330 705

STATUTS

« 3 A »

MISE A JOUR DU 27 MAI 2017

A handwritten signature or stamp, consisting of several overlapping loops, located at the bottom center of the page.

ARTICLE 1 : Forme

Il est formé par les présentes entre les titulaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée.

Elle sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L 227-1 à L 227-19 du code de commerce.

Dans le silence des statuts, il sera fait en tant que de raison, application des dispositions de la loi relative aux sociétés anonymes.

ARTICLE 2 : Dénomination

La société prend la dénomination de : « **3 A** »

Tout actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant et du type de son capital social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années, à dater de son immatriculation au registre du commerce, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 4 – Siège social

Le siège social de la société est fixé à : **172 avenue Franklin Roosevelt – 69500 BRON**

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français, par simple décision du Président.

Le Président peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger s'il le juge utile.

ARTICLE 5 – Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 01 janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

Le Président établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

Le Président procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la société répond à l'un des critères définis par décret, le Président est tenu d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclus, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévus par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et les textes des résolutions proposés sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 6 – Objet social

Dispositions générales relatives à l'objet social : pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'une GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre sous toutes formes, tout intérêt ou participation dans toutes autres sociétés ou entreprises, française ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- Organisation, gestion, audit, management d'entreprises,
- Achat, vente et commercialisation de produits et matériels informatiques
- Achat, vente et location de matériel pour l'aéronautique

ARTICLE 7 - Apports

A la constitution de la société :

Il a été souscrit pour une somme de HUIT MILLE EUROS (8.000 Euros)

- AGE du Vendredi 26 mai 2017

Augmentation du capital par la création de 4500 actions nouvelles à 16,00 Euros l'action soit un montant de 72.000,00 Euros, portant désormais le capital à 80.000 ,00 Euros composé de 5000 actions de 16 euros.

Augmentation du capital par incorporation de réserves d'un montant de 44.000,00 Euros, portant désormais le capital à 124.000,00 Euros composé de 5000 actions de 24,80 Euros, sans création d'actions nouvelles mais par l'augmentation de la valeur unitaire de chaque action.

ARTICLE 8 – Capital – Actions

➤ Le capital social est désormais fixé à la somme de Cent vingt quatre mille euros (124.000,00), représentant les apports effectués et est divisé en 5000 actions de 24,80 euros chacune, numérotées de 1 à 5000 attribuées aux actionnaires dans les proportions et en rémunérations de leurs apports respectifs, à savoir :

• Monsieur AOUADI Karim, à concurrence de 250 actions numérotées de 1 à 250, ci.....	250	
Représentant son apport de 250 actions de 24,80 euros (5%)		
Soit Six mille deux cent euros		6200 E
• Mademoiselle AOUADI Samia, à concurrence de 250 actions numérotées de 251 à 500, ci.....	250	
Représentant son apport de 250 actions de 24,80 euros (5%)		
Soit Six mille deux cent euros		6200 E
• Monsieur AOUADI Abdelkrim, à concurrence de 4500 actions numérotées de 501 à 5000, ci.....	4500	
Représentant son apport de 4500 actions de 24,80 euros (90%)		
Soit Cent seize mille euros		116.000 E
TOTAL DU CAPITAL SOCIAL		124.000 E

ARTICLE 9 : Modification du capital

Le capital social peut-être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par les actionnaires statuant dans les conditions de l'article 16 ci-après.

ARTICLE 10 : Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires sur un registre tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

ARTICLE 11 : Cessions des actions

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.

Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

ARTICLE 12 : Clauses particulières relatives au transfert des actions et autres agréments

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée dans les conditions ci-après.

Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil, d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution est également soumis à agrément.

Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il contient l'indication des noms, prénom et adresse du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au registre du commerce et le ressort du greffe, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans le délai de 60 jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des actionnaires pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions.

Il peut également consulter les actionnaires par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans la cession notifiée à la société.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de 2 mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse d'agréer la cession, le cédant peut, dans les 15 jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les actionnaires doivent, dans le délai de 3 mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'experts dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la société, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

A défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément

PA AM AS

sont exercées par l'actionnaire le plus âgé, et si le président est l'actionnaire le plus âgé, par le second actionnaire le plus âgé.

ARTICLE 13 : Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quantité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les actionnaires sont tenus de libérer les actions souscrites dans les 30 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Exercice du droit de vote : Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 30 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera imposable à la société, qu'à expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

ARTICLE 14 : Autres organes dirigeants

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions, et sa rémunération sont déterminés par les statuts, ou par assemblée générale. Il ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaire détenteurs d'au moins 20% du capital de la société. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attribution.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

ARTICLE 15 : Conventions entre la société et les dirigeants

Le Président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai de 30 jours à compter de la conclusion desdites conventions. Ils informent généralement également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés.

A l'occasion de la consultation des actionnaires sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant

AN AS

conclue d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Les interdictions prévues à l'article 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

ARTICLE 16 : Décisions des actionnaires

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, ce qui implique une réunion physique des actionnaires en un même lieu, ou par consultation par correspondance.

Admission aux Assemblées : Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par son mandataire.

ARTICLE 16-1 : assemblée ordinaire

Mode de convocation.....	Lettre RAR
Périodicité de communication.....	Annuelle
Délai de convocation.....	8 jours
Lieu de réunion.....	Siège social
Autorité habilitée a convoquer et a arrêter l'ordre du jour.....	Président
Mode de consultation.....	Consultation écrite par courrier
Procès-verbal & Registre.....	Obligatoire
Etablissement d'une feuille de présence.....	Oui
Présidence de l'assemblée.....	Président
Règle du quorum.....	Unanimité
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....	Main-levée
Représentation.....	Uniquement entre actionnaires
Vote par procuration.....	Envoi d'un formulaire

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

ARTICLE 16-2 : assemblée extraordinaire

Mode de convocation.....	Lettre RAR
Périodicité de communication.....	Selon besoin
Délai de convocation.....	8 jours
Lieu de réunion.....	Siège social
Autorité habilitée a convoquer et a arrêter l'ordre du jour.....	Président
Mode de consultation.....	Consultation écrite par courrier
Procès-verbal & Registre.....	Obligatoire
Etablissement d'une feuille de présence.....	Oui
Présidence de l'assemblée.....	Président
Règle du quorum.....	Majorité des 2/3
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....	Main-levée
Représentation.....	Uniquement entre actionnaires
Vote par procuration.....	Envoi d'un formulaire

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

12/12 An AS

ARTICLE 17 : Consultation et informations facultatives des actionnaires

ARTICLE 17-1 : assemblée ordinaire

Mode de convocation.....	Lettre RAR
Périodicité de communication.....	Selon besoin
Délai de convocation.....	8 jours
Lieu de réunion.....	Siège social
Autorité habilitée a convoquer et a arrêter l'ordre du jour.....	Président
Mode de consultation.....	Consultation écrite par courrier
Procès-verbal & Registre.....	Obligatoire
Etablissement d'une feuille de présence.....	Oui
Présidence de l'assemblée.....	Président
Règle du quorum.....	Unanimité
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....	Main-levée
Représentation.....	Uniquement entre actionnaires
Vote par procuration.....	Envoi d'un formulaire

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

ARTICLE 18: Exercice social

Sans objet.

ARTICLE 19 : Comptes annuels et résultats sociaux

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les actionnaires sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

A AN AS

ARTICLE 20 : Contrôle des comptes

Commissaire aux comptes

1- Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires, suivant le cas. En outre, cette nomination peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Dès lors que les seuils définis par la réglementation en vigueur sont atteints, la désignation d'un commissaire est obligatoire.

2- Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier. Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'actionnaire unique ou par décision ordinaire des actionnaires.

3- Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

Commissaires aux comptes: sans objet.

ARTICLE 21 : Comité d'entreprise

Le cas échéant, les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 22 : Dissolution et liquidation

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des actionnaires.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les actionnaires qui décident de la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'auraient pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la société ne comprend plus qu'un seul actionnaire, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans liquidation préalable.

ARTICLE 23 : Contestation

Tous différents susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires et les représentants légaux de la société, soit entre les actionnaires eux mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à l'arbitrage.

PA AM AS

ARTICLE 24 : Engagement pour le compte de la société

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, ci-annexé, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires.

Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les actionnaires ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel.

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au RCS, mandat exprès est donné au président ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, de prendre au nom et pour le compte de la société, ce qu'il accepte, les engagements précisés en annexe.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, faire toutes déclarations et affirmations élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire.

Conformément aux articles 210-6 de la loi 2002-420 du 15 Mai 2001, et 74, alinéa 3, du décret du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales, l'immatriculation de la société au RCS de emportera reprise de ces engagements par la société.

ARTICLE 25 : Présidence

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions fixées par la collectivité des actionnaires. Le premier Président est nommé par la collectivité des actionnaires à l'unanimité, par assemblée générale ordinaire.

L'actionnaire investi des fonctions de Président ou qui demande son investiture ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à trente jours, dûment constaté par les actionnaires, il est pourvu dans un délai de trente jours à son remplacement à l'unanimité par assemblée générale ordinaire. Le Président par intérim ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 26 : Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

-D A.h BS

ARTICLE 27 – Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au RCS et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Bron,

Le 26 Mai 2017

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' shape with a vertical line through it.

Actionnaires

Three handwritten signatures in black ink. The first is a large, stylized 'D' shape. The second is a smaller, more compact signature. The third is a signature that looks like a stylized 'W' or 'M'.